

Considérant que l'urgence est motivée par la nécessité d'élargir les sources de financement existantes du Fonds de participation en vue de pouvoir poursuivre et intensifier l'exécution de ses missions de prêts aux entrepreneurs indépendants et aux P.M.E.;

Considérant que les entrepreneurs indépendants et les P.M.E. font actuellement face à des difficultés d'accès aux prêts professionnels octroyés par les institutions financières, elles-mêmes en manque de liquidités, et donc moins enclines à soutenir des projets de création ou de développement d'entreprises dans le contexte actuel de crise financière;

Considérant que des moyens financiers supplémentaires pour le Fonds de participation devront être utilisés le plus vite possible pour combler cette lacune;

Considérant que, à côté de l'emprunt obligataire existant, la nécessité de l'émission d'un deuxième emprunt obligataire par la SCRL Fonds Starters est présente;

Considérant que pour cela le volume actuel de la capacité de cette société est insuffisante;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre de l'Emploi et du Ministre des P.M.E. et des Indépendants et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 § 4 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 déterminant les modalités de création de la filiale de financement du Fonds de participation dénommée « Fonds Starters » visée à l'article 74, § 4, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières est modifié comme suit :

« Le volume de l'endettement de la société est de 375.000.000 EUR maximum. »;

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, la Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et la Ministre qui a les P.M.E. et les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE
La Ministre de l'Emploi,
Mme J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 32

23 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal déterminant les modalités d'émission d'un deuxième emprunt obligataire du Fonds Starters

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, article 74, § 4;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 déterminant les modalités de création de la filiale de financement du Fonds de participation dénommée « Fonds Starters » visée à l'article 74, § 4, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment l'article 2, § 4, modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 octobre 2008 et le 28 octobre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 novembre 2008;

Vu l'avis 45.528/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} décembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit de noodzaak voor het Participatiefonds de bestaande financieringsbronnen uit te breiden met het oog op het verder kunnen uitvoeren en het versterken van zijn opdrachten tot toekenning van leningen aan zelfstandigen ondernemers en aan K.M.O.'s;

Overwegende dat de zelfstandige ondernemers en K.M.O.'s thans toegangsmoeilijkheden ondervinden tot professionele kredieten toegekend door financiële instellingen, die zelf gebrek hebben aan liquiditeiten, en dus minder geneigd zijn om, in de huidige context van financiële crisis, projecten inzake oprichting of ontwikkeling van ondernemingen te ondersteunen;

Overwegende dat bijkomende financiële middelen voor het Participatiefonds zo spoedig mogelijk moeten kunnen worden aangewend om deze leemte op te vullen;

Overwegende dat, naast de bestaande obligatielening, de noodzaak tot de uitgifte van een tweede obligatielening door de CVBA Startersfonds aanwezig is;

Overwegende dat daartoe de huidige omvang van de capaciteit van deze vennootschap ontoereikend is;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Werken en de Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen en op het advies van Onze in Raad vergaderende Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het artikel 2 § 4 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot vaststelling van de oprichtingsmodaliteiten van het financieringsfamiliaal van het Participatiefonds genaamd « Startersfonds » bedoeld in artikel 74, § 4, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen wordt gewijzigd als volgt :

« De omvang van de schuldpotpositie van de vennootschap bedraagt maximum 375.000.000 EUR. »;

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Financiën, de Minister bevoegd voor Werk en de Minister bevoegd voor K.M.O.'s en Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE
De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 32

23 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de modaliteiten waaronder een tweede obligatielening van het Startersfonds wordt uitgegeven

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, artikel 74, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot vaststelling van de oprichtingsmodaliteiten van het financieringsfamiliaal van het Participatiefonds genaamd « Startersfonds » bedoeld in artikel 74, § 4, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 2, § 4, gewijzigd bij koninklijk besluit van 23 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 23 oktober 2008 en 28 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting van 19 november 2008;

Gelet op het advies 45.528/2 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par la nécessité d'élargir les sources de financement existantes du Fonds de participation en vue de pouvoir poursuivre et intensifier l'exécution de ses missions de prêts aux entrepreneurs indépendants et aux P.M.E.;

Considérant que les entrepreneurs indépendants et les P.M.E. font actuellement face à des difficultés d'accès aux prêts professionnels octroyés par les institutions financières, elles-mêmes en manque de liquidités, et donc moins enclines à soutenir des projets de création ou de développement d'entreprises dans le contexte actuel de crise financière;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre de l'Emploi et du Ministre des P.M.E. et des Indépendants et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Fonds Starters émet un emprunt assorti d'une durée de sept ans, représenté par des obligations nominatives, d'une valeur nominale de cinq cents euros. Seules les personnes physiques peuvent y souscrire.

Art. 2. Le montant maximum de l'emprunt est de trois cents millions d'euros; l'institution qui gère l'émission doit prévoir une procédure en cas de sur-souscription.

Art. 3. L'emprunt doit être remboursé entièrement à l'échéance finale, à 100 % de la valeur nominale; le remboursement anticipé n'est pas possible, sauf en cas de décès du détenteur.

Art. 4. Les conditions et modalités fixées par le présent arrêté, ainsi que celles concernant la période de souscription et la date de paiement, seront reprises dans le prospectus à publier par l'institution qui gère l'émission.

Art. 5. Les obligations sont assorties d'une garantie de rémunération qui n'est pas inférieure au taux d'intérêt des obligations linéaires (OLO) d'une durée équivalente, tel que publié par le Fonds des Rentes sept jours avant la date d'émission.

Art. 6. Le prix d'émission est fixé à 100 %; les personnes qui souscrivent après la date d'émission devront cependant payer les intérêts encourus pour la période entre la date d'émission et le versement effectif des fonds.

Art. 7. On ne prévoit ni cotation en bourse, ni marché secondaire réglementé.

Art. 8. Le Fonds Starters tiendra le registre des souscriptions nominatives et se chargera également du paiement des intérêts et du remboursement du capital.

Art. 9. L'émission doit s'accompagner d'une clause permettant au Fonds Starters de racheter des obligations souscrites si leur détenteur décède avant l'échéance du délai de remboursement. Dans ce cas, le rachat s'effectue par le paiement du montant nominal de l'obligation augmenté du taux conventionnel, capitalisé sur base du délai restant jusqu'à l'expiration du remboursement.

Art. 10. Les obligations sont émises avec garantie d'état.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, la Ministre qui a les P.M.E. et les Indépendants dans ses attributions et la Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,
Mme J. MILQUET

Gelet op de hoogdriegenheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit de noodzaak voor het Participatiefonds de bestaande financieringsbronnen uit te breiden met het oog op het verder kunnen uitvoeren en het versterken van zijn opdrachten tot toekenning van leningen aan zelfstandigen ondernemers en aan K.M.O.'s;

Overwegende dat de zelfstandige ondernemers en K.M.O.'s thans toegangsmoeilijkheden ondervinden tot professionele kredieten toegekend door financiële instellingen, die zelf gebrek hebben aan liquiditeiten, en dus minder geneigd zijn om, in de huidige context van financiële crisis, projecten inzake oprichting of ontwikkeling van ondernemingen te ondersteunen;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Werken en de Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen en op het advies van Onze in Raad vergaderende Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Startersfonds geeft een lening uit met een looptijd van zeven jaar, vertegenwoordigd door obligaties op naam met een nominale waarde van vijfhonderd euro. Er kan enkel op ingeschreven worden door natuurlijke personen.

Art. 2. Het maximumbedrag van de lening is driehonderd miljoen euro; de instelling die de uitgifte leidt dient een procedure te voorzien bij overintekening.

Art. 3. De lening wordt terugbetaald in globo op de eindvervaldag, tegen 100 % van de nominale waarde; vervroegde terugbetaling is niet mogelijk, behalve bij overlijden van de houder.

Art. 4. De voorwaarden en modaliteiten in huidig besluit vastgelegd, evenals deze betreffende inschrijvingsperiode en betaaldatum, zullen worden hernomen in de prospectus uit te geven door de instelling die de emissie leidt.

Art. 5. De obligaties krijgen een gewaarborgde vergoeding die niet lager is dan de rentevoet van de lineaire obligaties (OLO) met een overeenstemmende termijn, zoals gepubliceerd door het Rentenfonds zeven dagen vóór de uitgiffedatum.

Art. 6. De uitgifteprijs is vastgesteld op 100 %; de personen die inschrijven na de uitgiffedatum zullen echter de gelopen intresten dienen te betalen voor de periode tussen de uitgiffedatum en de werkelijke storting der gelden.

Art. 7. Er is geen beursnotering voorzien noch een gereglementeerde secundaire markt.

Art. 8. Het Startersfonds zal het register van de inschrijvingen op naam bijhouden en zal ook instaan voor de betaling van de intresten en de terugbetaling van het kapitaal.

Art. 9. De uitgifte dient vergezeld te gaan van een clause die het Startersfonds toelaat obligaties, waarop is ingeschreven, af te kopen als de houder ervan sterft vóór de vervaldag van de termijn van de terugbetaling. In dat geval gebeurt de afkoop via de betaling van het nominale bedrag van de obligatie verhoogd met de conventionele rente die op basis van de resterende termijn tot de afloop van de terugbetaling is gekapitaliseerd.

Art. 10. De obligaties worden uitgegeven met Staatswaarborg.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Financiën, de Minister bevoegd voor K.M.O.'s en Zelfstandigen en de Minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 23 december 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET